

INDE-CHINE-PAKISTAN : TRIANGLE
STRATEGIQUE EN ASIE

Mémoire de géopolitique
Du lieutenant colonel Dhiraj SETH
Dans le cadre du séminaire « Géopolitique d'Asie »

Directeur : M. Professeur Stephen BAUDUIN

21 Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Inde-Chine-Pakistan : triangle stratégique en Asie
2. Lieutenant Colonel (Terre) Dhiraj SETH (Inde)
3. 10 Mars 2006
4. Division D
5. Mémoire de géopolitique
6. Depuis la deuxième guerre mondiale, l'Asie a été un théâtre d'affrontement important entre les deux superpuissances, en particulier pendant les guerres de Corée et du Vietnam. Ces événements ont parfois occulté les nombreuses tensions et contentieux territoriaux entre les pays d'Asie. L'Inde a connu plusieurs guerres avec ses deux principaux voisins, le Pakistan et la Chine et la crainte d'un encerclement par des pays hostiles est toujours présente dans la conduite de la politique extérieure indienne, soucieuse d'assurer sa sécurité et l'intangibilité de ses frontières. La politique de défense de l'Inde depuis son indépendance a été géographiquement limitée. Le Pakistan et la Chine sont au centre des préoccupations indiennes de sécurité nationale, et en conséquence c'est la volonté de pouvoir les contrer militairement qui a façonné la structure de défense de l'Inde en deux forces principales : une capacité de combats de plaine, afin de faire face à la menace chinoise. En tant que centre de gravité du sous-continent, l'Inde a fondé sa doctrine de sécurité sur une approche régionale, alors que celle des Etats périphériques est guidée par des conflits intra régionaux et leurs implications transrégionales. La montée en puissance économique, l'importance démographique, la prise de conscience politique feront de la Chine et de l'Inde en particulier des acteurs globaux et l'importance de l'Asie ira croissante. Le moteur de la montée en puissance de l'Asie continuera d'être économique. Sur un plan plus politique, l'Asie apparaît comme une source d'instabilités posant de véritables défis de sécurité internationale.
7. méfiance, régionalisme, facteurs déstabilisateurs, prolifération, perspective stratégique, désamorcé

Inde-Chine-Pakistan : triangle stratégique en Asie

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LE VIEUX ET LE NEUF GEOPOLITIQUES EN ASIE

L'Inde : Perception des menaces et doctrine de sécurité

L'Antagonisme indo-pakistanaï : histoire et développements récents

Les relations entre l'Inde et la Chine

Les relations amicales sino-pakistanaïses

DEUXIEME PARTIE

L'arme nucléaire

Situation actuelle et avenir

INDE-CHINE-PAKISTAN : TRIANGLE STRATEGIQUE EN ASIE

INTRODUCTION

L'émergence économique et politique de l'Asie a été un des points marquants des relations internationales de la fin du XXe siècle. Elle s'explique par la fin de la Guerre froide qui avait divisé la région, par l'exceptionnel essor économique que le continent a connu ainsi que par l'ouverture vers le monde d'acteurs importants comme la Chine et l'Inde. La montée en puissance économique, l'importance démographique, la prise de conscience politique feront de la Chine et de l'Inde en particulier des acteurs globaux et l'importance de l'Asie ira croissante. Le moteur de la montée en puissance de l'Asie continuera d'être économique. Cette expansion économique a déjà eu des répercussions politiques et sociales. L'Asie s'affirme aussi comme une puissance démographique. Plus de la moitié de la population mondiale est asiatique. Le continent abrite les deux pays les plus peuplés du globe, la Chine et l'Inde. Une grande diversité des cultures et des religions très différentes coexistent en Asie et les systèmes politiques mis en place sont également très variés. L'Asie n'est pas une région homogène. Elle se présente comme un vaste espace géopolitique multipolaire qui accentue l'impression qu'il n'existe ni regroupement identitaire défini, ni modèle, ni culture proprement asiatique.

Sur un plan plus politique, l'Asie apparaît comme une source d'instabilités posant de véritables défis de sécurité internationale. Des tensions existent non seulement entre Etats mais aussi à l'intérieur des Etats. Ces instabilités sont alimentées par la présence nucléaire, la production et le trafic de drogues, les foyers de terrorisme international, les fractures de développement, la recrudescence des phénomènes migratoires ou encore la corruption. Ces facteurs déstabilisateurs influenceront sur le positionnement de principaux acteurs asiatiques. Il est néanmoins à prévoir que dans les années à venir, les pays asiatiques œuvreront à la construction d'une plus grande coopération régionale dans le but de s'affirmer comme acteurs incontournables. Mais force est de constater que malgré le climat régional encore marqué par la méfiance, un régionalisme impliquant des structures relativement lâches s'esquisse lentement.

Région du monde « s'étendant de la frontière iranienne à la frontière birmane sur plus de 30 degrés de longitude, de l'Himalaya à l'océan et doublée d'un boulevard maritime de plus de 4000 miles nautiques reliant la Mer Rouge et le Golfe persique à la Mer de Chine et au Pacifique », l'Asie du Sud ou sous-continent indien doit à l'aube du troisième millénaire être considérée, selon certains analystes, comme un des points les plus sensibles de la planète. Un affrontement entre l'Inde et le Pakistan depuis leur indépendance caractérisait la situation en Asie du Sud sur le plan sécuritaire. Le Pakistan, après avoir été lié aux nations occidentales, se rapprocha de la Chine qui lui apporta un soutien sans faille face à l'Inde qui était, elle, aidée par l'Union soviétique. L'aide américaine au Pakistan n'était pas destinée contre l'Inde mais contre le monde communiste, en particulier la Chine mais aussi l'URSS. Dans sa politique à l'égard de l'Asie du Sud, la Chine a toujours été guidée par des préoccupations sécuritaires. Elle n'a pourtant conclu aucune alliance militaire, même pas avec le Pakistan, mais par son action avec les voisins de l'Inde, elle a toujours cherché à gêner ce pays pour qu'il se concentre sur l'Asie du Sud et ne joue aucun rôle sur la scène mondiale. La défaite de l'Inde face à la Chine, l'explosion atomique chinoise de 1964, le conflit indo-pakistanaï de 1965, la crise de 1971 et l'explosion nucléaire « pacifique » de Pokharan de 1974, seront successivement les causes puis les justifications de la prolifération conventionnelle et nucléaire dans le sous-continent indien.

La présence de deux Etats « quasi-nucléaires »¹, entretenant cinquante ans après leur indépendance des relations bilatérales médiocres, la multiplication au fil des décennies des revendications séparatistes dans la quasi-totalité des Etats du sous-continent, sont des données auxquelles le sous-continent indien demeure quotidiennement confronté. L'importance des foyers interethniques et religieux embrasant la région, associés à la relative instabilité des régimes politiques en place et à leur incapacité à développer une véritable coopération régionale, fragilisent chaque jour davantage une partie du monde déjà considérablement affligée. Lorsque on prend ensuite en compte la présence d'un puissant voisin, la Chine, elle aussi dotée de l'arme nucléaire et de la troisième armée du monde, on dispose d'une batterie supplémentaire de données et de paramètres s'ajoutant et compliquant une situation stratégique déjà délicate.

¹ Etats censés disposer de la technologie nécessaire à l'assemblage d'armes atomiques et des moyens vectoriels de l'employer.

PREMIERE PARTIE : LE VIEUX ET LE NEUF GEOPOLITIQUES EN ASIE

1 L'INDE : PERCEPTION DES MENACES ET DOCTRINE DE SECURITE

Des influences de civilisation, de culture ou de société, façonnent le processus de pensée des leaders, mais on ne peut s'attendre à ce qu'une société entière, ou un peuple, soit dotée d'une culture de pensée stratégique. Dans mon étude de sa culture stratégique, les origines peut-être plus qu'ailleurs, la foi joue un rôle primordial en Inde. Elle apporte beaucoup à la nation, car la culture indienne et la société indienne sont au centre de la nation indienne. La chose la plus importante que l'on puisse dire sur la politique étrangère de l'Inde, disait Nehru, c'est qu'elle est inhérente à notre grande tradition historique et à notre culture.² Tant il paraît clair aussi que l'histoire accumulée dont chaque pays est le produit, la personnalité culturelle que les siècles lui ont façonnée, affleurent nécessairement en quelque manière dans chaque posture et dans chaque décision qu'il prend sur la scène internationale.

Insignifiante en 1947, date de l'indépendance de l'Inde, l'armée indienne est aujourd'hui l'une des plus puissantes du monde en nombre et en équipement. Les forces terrestres ont quadruplé, passant de 280 000 à 1 100 000 hommes, et se situe au deuxième rang mondial. Les forces aériennes, très peu importantes il y a cinquante ans, comprennent désormais 110 000 hommes et plusieurs escadrons d'aviation de combat (attaque au sol, interception, attaque maritime, etcetera). Les forces navales, quasiment inexistantes au départ, comptent 55 000 hommes et plus d'une centaine de navires combattants et non combattants. Cette montée en puissance est passée par différentes phases étroitement liées aux changements de l'environnement géostratégique de l'Inde et aux perceptions qui en découlent concernant sa sécurité. La conception que l'Inde a de son rôle régional, voire mondial, y contribue également. Jusqu'à la fin des années 1980, les préoccupations indiennes concernant la Chine et le Pakistan restent constantes. Un nouveau thème apparaît au début des années soixante-dix et s'accroît au cours de la décennie quatre-vingt : celui de la militarisation de l'Océan indien et de la menace qu'elle entraîne aussi bien pour les ambitions régionales de l'Inde. L'ère gorbatchévienne et les changements de l'environnement international qui s'en suivent imposent une nouvelle réflexion qui débouche, à partir de 1989, sur une vision

² JHA NK , Cultural and Philosophical Roots of India's Foreign policy, International Studies, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, 26(1), 1989.

renouvelée des données de la sécurité indienne.³ Sur la base de cette évolution, nous distinguerons cinq grandes phases dans l'émergence de la puissance militaire indienne.

1.1 - Brièvement les cinq phases sont les suivantes :-

1.1.1 - 1947-1962 : Débutant avec la première guerre indo-pakistanaise au sujet du Cachemire en 1947-1948, cette période reste marquée par de vives tensions entre New Delhi et Karachi. A partir de 1956, les relations entre l'Inde et la Chine se détériorent à leur tour, allant jusqu'à provoquer un conflit armé entre les deux pays en 1962. Malgré ces facteurs évidents d'insécurité, le gouvernement indien semble prêter peu d'attention aux problèmes de défense. Il n'existe pas de structure institutionnelle spécialisée dans la formulation des objectifs de sécurité nationaux et l'évaluation des menaces potentielles. Le budget militaire aussi reste très faible : entre 1 et 2 % du PIB.

1.1.2 - 1962-1971 : La modernisation des forces et le traité indo-soviétique : La guerre sino-indienne ouvre une nouvelle période dans l'histoire militaire de l'Inde indépendante. Le gouvernement indien met en œuvre un vaste programme destiné à augmenter les effectifs des forces armées et à améliorer leur équipement, leur formation, leur mobilité et leur puissance de feu. Les objectifs des forces armées sont clairement définis par la capacité de combattre simultanément l'ensemble des forces pakistanaises sur les fronts Ouest et les Est et les forces chinoises au Nord ; Pendant toute cette période, alors que se développe l'entente sino-pakistanaise, le spectre d'une guerre sur trois fronts hante en effet l'Inde. L'explosion nucléaire chinoise de 1964 renforce le sentiment de vulnérabilité de l'Inde. Il est désormais acquis que New Delhi poursuivra ses projets de réarmement conventionnel et ses activités nucléaires. L'incidence de ces événements sur les dépenses militaires est immédiate. Le budget de la défense double durant l'année suivant la guerre et se maintient à niveau égal jusqu'en 1967, représentant environ 4 % du PIB⁴. A la fin de cette décennie, l'Inde a incontestablement acquis une puissance militaire appréciable ; l'issue de la guerre du Bangladesh, qui éclate en 1971 et appose pour la troisième fois New Delhi et Islamabad, le démontre clairement.

1.1.3 - 1971- 1979 : Cette période est marquée par la consolidation des forces armées et par le regard nouveau que l'Inde tourne vers l'Océan indien, qui l'incite à renforcer sa marine de guerre. L'Inde a le sentiment de bénéficier d'une plus grande sécurité avec l'affaiblissement de la menace pakistanaise, conséquence du démembrement de ce pays, et de celle de la Chine, empêtrée dans les suites de la révolution culturelle. Cette perception se renforce avec le succès

³ SAKSENA Jyotsna, *Le Dossier : l'Inde, Relations internationales et stratégiques*, n° 22, été 1996, pp. 87.

⁴ BERNARD Jean Alphonse, *L'Inde: le pouvoir et la puissance* ; 1985, pp 216-220.

de l'essai nucléaire indien de mai 1974, qui témoigne de la capacité de l'Inde à faire partie du club restreint des puissances nucléaires. Devenue la puissance militaire prééminente de l'Asie du Sud, l'Inde veut désormais étendre son influence à l'Océan Indien.

1.1.4 - 1979-1989 : A partir de 1979, plusieurs événements viennent mettre un terme à la phase d'apaisement. S'ajoutant à la nouvelle doctrine de sécurité régionale élaborée par l'Inde, ils contribuent au renforcement spectaculaire des forces armées indiennes. Pendant cette période, l'évolution géostratégique du sous-continent est marquée par deux phénomènes, affectant tous deux l'équilibre grâce auquel était assurée la sécurité indienne. Le premier a trait au nouveau consensus stratégique américano-pakistanaï, qui suit la chute du Shah d'Iran et l'intervention soviétique en Afghanistan, le deuxième concerne la normalisation sino-soviétique dont Gorbatchev prend l'initiative en 1986. Du fait de sa nouvelle importance stratégique pour les Etats-Unis, le Pakistan bénéficie d'une aide économique et militaire impressionnante. La révélation, au même moment, de projets américains de vente de matériel de pointe à la Chine fait resurgir aux yeux des Indiens le vieux spectre de l'axe Washington-Pékin-Islamabad. Ces développements sont d'autant plus inquiétants qu'un nouveau climat s'instaure entre la Chine et l'URSS, remettant de fait en cause la garantie soviétique prévue par le traité indo-soviétique en cas de dégradation rapide des relations sino-indiennes. L'Inde répond à cette évolution en quadruplant ses dépenses militaires, qui passent de 31,64 milliards de roupies en 1979-80 à 125,12 milliards en 1987-88. ce renforcement militaire permet à l'Inde de se lancer dans une politique de projection de puissance dans le sous-continent. A deux reprises, l'Inde intervient militairement. L'intervention de l'armée indienne au Sri Lanka en 1986 et aux îles Maldives en 1988.

1.1.5 - 1990-2001 : Cependant, l'Inde doit, dans les années 1990, mettre en sourdine son interventionnisme régional. La fin de la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique, qui pourvoyait à la plupart des besoins en équipement de l'armée indienne, l'obligent d'autant plus à repenser les données de sa sécurité qu'elle doit entreprendre de vastes réformes économiques afin d'intégrer l'économie mondiale et rattraper son retard. La réduction impressionnante du budget militaire de 40% entre 1991 et 1994, qui en résultent force l'armée à gérer la pénurie et à abandonner ses ambitieux projets d'expansion. Cette rigueur budgétaire intervient au moment où l'implosion de l'URSS crée de nouvelles instabilités régionales et les relations indo-pakistanaïes connaissent un refroidissement sans précédent. Par ailleurs, New Delhi est aux prises dans le Cachemire avec un fort mouvement sécessionniste, dirigé en partie par les groupes islamistes. Le Pakistan leur apporte son soutien militaire et diplomatique dans l'espoir de régler, enfin en sa faveur, ce différend qui l'oppose à l'Inde

depuis l'Indépendance des deux pays. Les tensions extrêmes qui en découlent entre l'Inde et le Pakistan sont d'autant plus préoccupantes que les deux pays disposent d'une capacité nucléaire. L'Inde reste également attentive à l'égard de la Chine, dont le renforcement économique et le rôle régional important ne peuvent la laisser indifférente. Cependant, elle a conclu avec Pékin un accord comportant des mesures de confiance dont la réduction des forces militaires déployées le long de la ligne de contrôle effective sur la frontière. L'embellie des relations indo-américaines est encore plus nette, bien que des divergences subsistent. New Delhi, en prenant acte de la suprématie militaire des Etats-Unis, accélère son rapprochement avec ces derniers : échanges de personnel, formation de militaires indiens dans ce pays, manœuvres conjointes des deux marines dans l'Océan indien. L'Inde observe d'autre part avec satisfaction le gel de l'aide militaire américaine aussi bien à Islamabad qu'à Pékin. Enfin, elle s'emploie, avec succès, dans ses relations avec Russie et les nouvelles républiques ex-soviétiques, à s'assurer du respect des contrats signés avec elle dans le domaine militaire et spatial et de la garantie d'approvisionnement en pièces de rechange pour ses équipements d'origine soviétique. Dans ce nouveau contexte, L'Inde pense pouvoir faire face à ses besoins de sécurité malgré la rigueur budgétaire, mais à condition d'éviter une nouvelle course aux armements dans le sous-continent.

1.2 - Dépenses liées à la Défense.

La politique de défense de l'Inde depuis son indépendance a été géographiquement limitée. Le Pakistan et la Chine sont au centre des préoccupations indiennes de sécurité nationale, et en conséquence c'est la volonté de pouvoir les contrer militairement qui a façonné la structure de défense de l'Inde en deux forces principales : une capacité de combats de plaine, afin de faire face à la menace chinoise. Il existe des similarités entre les relations indo-pakistanaïses et sino-indiennes, quant aux systèmes de sécurité régionale. Ainsi, chacun de ces trois acteurs a subi une défaite aussi lourde que porteuse de bonnes leçons : la défaite militaire humiliante de l'Inde face à la Chine dans l'Himalaya en 1962, la séparation du Bangladesh et du Pakistan en 1971, avec l'aide militaire de l'Inde, et l'opération militaire plus qu'onéreuse de la Chine au Vietnam en 1979. Ceci amena à des dépendances liées à la défense plus importantes, en raison de pressions exercées ces dernières années par différentes contraintes économiques.

1.2.1 - Inde-Chine : Les investissements en matière de défense dépendent de la taille de l'économie d'un pays. Quand on sait que l'Inde et La Chine figuraient parmi les pays les plus pauvres dans les années cinquante, la grande différence qu'il y a entre les investissements liés

à la défense faits par ces deux pays ne peut s'expliquer que par la nature différente des stratégies adoptées et des planifications faites par les gouvernements des deux pays en fonction des priorités qu'ils avaient. Les données indiquent que les dépenses indiennes liées à la défense en 1956 (année référence car au cours de celle-ci se firent sentir les prémices du conflit frontalier à venir avec la Chine communiste) qui s'élevaient à 760 millions de dollars (celles du Pakistan étaient de 174 millions) ne représentaient qu'un douzième de celles de la Chine dont le montant était de 9.1 milliards de dollars (à la valeur du dollar de 1973)

Ce degré de disparité s'est maintenu jusqu'en 1959, et s'accrut en 1961, les dépenses indiennes ne représentant alors plus qu'un treizième de celles de la Chine. La marge s'agrandit à un douzième en 1966, rechauffant à treizième pour une durée de sept ans (1967-1974), avant de rétrécir progressivement. La somme des investissements de l'Inde en 1981 représentait un septième de celle de la Chine, un cinquième en 1985, et s'éleva à 50 % du montant total des dépenses chinoises au cours des années de grande croissance, de 1987 à 1990. Au cours des années passées cependant, montant total chinois en 1991 à un quart au milieu des années quatre-vingt-dix.

Au début des années soixante-dix, il y eut des frictions à la frontière soviétique, le long du fleuve Ussuri. Au milieu des années soixante-dix, le risque d'un conflit à grande échelle pesait fortement. Les dépenses chinoises doublèrent de 1963 à 1974 (à valeur du dollar de 1973), passant de 15,5 milliards de dollars à 32,3 milliards de dollars, puis augmentèrent à nouveau de plus d'un tiers en 1976, s'élevant ainsi à 44,7 milliards de dollars (à valeur du dollar de 1980). Cette expérience contraignit la Chine à inclure, en 1978, le développement militaire dans son programme de Quatre modernisations, qui était en cours. Le but recherché était de bâtir une armée technologiquement en pointe, qui pour l'an 2000 serait à même de faire face tactiquement et stratégiquement à une grande puissance ennemie.

1.2.2 - Inde-Pakistan : L'accroissement des investissements au lendemain de la guerre avec la Chine en 1962 favorisa les forces Indiennes dans le conflit indo-pakistanaï de 1965. Mais le fait que la guerre résulta en une impasse démontre que ce type de financement est inapproprié lorsqu'il faut faire face à deux ennemis qui théoriquement collaborent et qui agissent sur deux fronts géographiques différents. Afin de se faire une meilleure idée de quel taux d'investissement en matière de défense serait raisonnable pour un pays, examinons les pourcentages des dépenses indiennes et pakistanaises par rapport au produit intérieur brut et au total des dépenses du gouvernement respectifs de ces deux nations. En 1963, les dépenses indiennes représentaient 4,4% du PIB, et 25,5% du total des dépenses du gouvernement central. Deux ans plus tard, ces données étaient de 4,02% et de 22,5%. Le PIB du Pakistan en

1963 était de 23 milliards de roupies, (soit environ un huitième de celui de l'Inde), et le pourcentage de dépense était de 5%. Le montant des dépenses représentait 55,8% des dépenses totales du gouvernement. En 1965, année des conflits indo-pakistanaïens, les dépenses pakistanaises en matière de défense s'élevaient à 9,9% du PIB, et à 63,5% des dépenses totales du gouvernement. Deuxième taux le plus haut après celui atteint l'année suivante, qui était de 74,2%. En 1972, les dépenses du Pakistan s'élevaient à 7,5% de son PIB et 54% de ses dépenses totales. Quoiqu'il en soit, les dépenses pakistanaises ont été plus ou moins 7,5% du PIB tout au long des années quatre-vingts et également dans les années quatre-vingt-dix, ce qui témoigne de la grande priorité accordée à la défense.

Contrairement à cela, le montant des investissements indiens liés à la défense a varié en fonction de l'évolution du PIB et a stagné entre 3,19% et un maxima de 3,78% au cours des années quatre-vingts. Il chuta encore en 1992-1993 à 2,5% du PIB, puis à 2,44% en 1993-1994. En pourcentage du total des dépenses du gouvernement central, les investissements en matière de défense chutèrent de façon équivalente, d'un maxima de 25,63% en 1969 à 19,19% dix ans plus tard, et enfin à 14,45% en 1991.

Etant donné les chiffres relatifs aux investissements effectués par la Chine et par le Pakistan, les perspectives de l'Inde ne sont pas au beau fixe. De plus, l'écart entre les montants investis par l'Inde et par le Pakistan n'est pas véritablement significatif, car les fonds investis par l'Inde doivent répondre aux exigences stratégiques imposées par les menaces chinoises et pakistanaises, qui de par leurs natures contrastées, contraignent l'Inde à posséder des moyens militaires de types divers. Le Pakistan, quant à lui, n'a à se concentrer que sur l'Inde.

1.3 - L'Inde : Une puissance régionale

En tant que centre de gravité du sous-continent, l'Inde a fondé sa doctrine de sécurité sur une approche régionale, alors que celle des Etats périphériques est guidée par des conflits intra régionaux et leurs implications transrégionales. L'Inde avait envisagé une coopération entre les pays d'Asie, axée autour d'un engagement commun à s'opposer au retour de toute domination étrangère sur le continent. Cette nouvelle politique contribue à faire de l'Inde une puissance régionale en Asie du Sud. Dans les années 1970, ses relations avec ses « petits » voisins se tendent⁵. Elle ne cède pas au contentieux qui l'oppose au royaume hindou du Népal : celui-ci cherche une voie d'accès aux ports maritimes, mais l'Inde, désireuse de

⁵ BERNARD Jean Alphonse, *L'Inde : le pouvoir et la puissance*, 1985, chapitre XI, pp 354 – 356. ;

maintenir son influence sur Katmandou, continue de porter un regard sur le transit maritime. L'Inde a également des différends avec le Bangladesh, notamment sur la question du partage des eaux. Grâce au soutien soviétique, elle renforce par ailleurs son potentiel militaire dans l'océan Indien.

Le Pakistan, lui aussi, s'en tint à une position d'attente face à un forum régional qui, au pire, institutionnaliserait la prééminence politique et économique de l'Inde sur la région, et au mieux offrirait une structure où se rencontreraient des Etats réceptifs aux accusations d'intransigeance et d'hégémonisme proférées périodiquement par Islamabad à l'encontre de l'Inde. Les Etats les plus intéressés par une coopération régionale furent finalement les petits Etats, pour une plate-forme fondée sur la confiance mutuelle, la compréhension et l'appréciation des aspirations nationales de chacun des membres serait l'occasion de replacer les relations bilatérales, essentiellement celles avec l'Inde, ou même la rivalité indo-pakistanaise, dans une perspective régionale. Durant les années 1980, l'Inde fait même figure de gendarme régional lorsqu'elle intervient en 1987 au Sri Lanka, où elle se porte garante de l'intégralité territoriale de l'île et se charge du maintien de l'ordre dans les régions à majorité tamoule. Il s'agit pour New Delhi d'exercer à la fois une pression sur Colombo pour qu'il fasse des concessions aux rebelles séparatistes tamouls du nord de l'île, et sur ces derniers, pour qu'ils mettent fin à leurs actions militaires contre le gouvernement sri lankais. Mais, cette opération se soldera par un fiasco pour le gouvernement indien, contraint de retirer ses troupes, et aura pour conséquence de geler, pour une période certes très brève, les relations entre les deux pays. L'Inde intervient également l'année suivante dans les îles Maldives, alors que le Président est menacé d'un coup d'Etat.

Ces relations tendues avec ses voisins n'empêchent pas l'Inde de se lancer dans une politique de coopération régionale. En 1985 est créée l'Association pour la coopération en Asie du Sud, la SAARC, sur l'initiative du Bangladesh. Mais cette association profite davantage aux petits pays comme le Bangladesh ou le Sri Lanka, avec lesquels l'Inde signe d'ailleurs des accords bilatéraux ; l'Inde n'en tire que des bénéfices minimes, la part des échanges entre les pays membres ne constituant qu'entre 1 % et 2 % du commerce extérieur indien, tandis que la proportion des investissements directs de l'Inde dans la région atteint seulement 1 %. Mais par-dessus tout, ce qui constitue une entrave sérieuse au développement de la coopération régionale dans la zone du sous-continent indien est la forte tension qui

oppose l'Inde au Pakistan⁶. Un universitaire bangladais résumait en ces termes les ambiguïtés auxquelles l'Inde aurait à faire face : « Si l'Inde pousse de l'avant, les petites nations ne pourront pas s'empêcher de lui attribuer des arrière-pensées ; si l'Inde attend de voir venir, elle faillira à son rôle historique. Si l'Inde se montre entreprenante, elle pourrait être accusée de « Big Brother Chauvinisme », ; si l'Inde reste sur la touche, la coopération régionale en Asie du Sud, en serait probablement tronquée. La question cruciale reste donc : l'Inde peut-elle parvenir à trouver une position médiane dynamique, entre l'esprit entreprenant et l'inactivité, ou entre ce qui est désirable et ce qui est réalisable au regard de la coopération régionale en Asie du Sud ». Enfin pour la Chine, Pékin avait initialement espéré que les régimes « bourgeois » des pays sud-asiatiques finiraient par tomber et que des régimes communiste s'imposeraient. Dans sa politique à l'égard de l'Asie du Sud, la Chine a toujours été guidée par des préoccupations sécuritaires. L'Inde, acteur principal en Asie du Sud, conditionne la politique chinoise dans cette région.

2. L'ANTAGONISME INDO-PAKISTANAIS

L'Inde et le Pakistan forment un couple complexe et conflictuel. Ils sont souvent présentés comme des « frères ennemis » par ce qu'ils sont issus de la partition de l'empire britannique des Indes. L'Etat historique du Jammu et Cachemire était majoritairement peuplé de musulmans sauf dans deux parties de son territoire : la région du Jammu à majorité hindoue et celle du Ladakh dont la population est majoritairement de religion bouddhiste tibétaine. Si sa population est majoritairement musulmane, son souverain était au moment de la partition de religion hindoue. Pour l'Inde, la fédération indienne est à même d'accueillir en son sein toutes les religions et tous les particularismes, la république indienne est laïque et « pluriethnique », même si la majorité de la population de l'Inde est de religion hindoue. Les musulmans ont en Inde les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres citoyens. Le Pakistan, a contrario, a été créé pour rassembler tous les musulmans de l'ancien empire des Indes. Le conflit territorial au sujet du Cachemire a structuré la diplomatie des deux Etats, les a incités à participer à des systèmes d'alliances opposés et à nouer des alliances de revers. Le Pakistan, d'une part, s'est allié aux Etats-Unis et à la Chine. L'Inde, d'autre part, a trouvé appui auprès de l'Union soviétique et, dans les années qui ont suivi la partition de l'Afghanistan. Le conflit à propos du Cachemire qui a déjà provoqué trois guerres entre les deux pays prend ses racines dans l'inachèvement de la partition de 1947 et s'est cristallisé durant la guerre froide.

⁶ SINGH Jaswant, *Defending India*, Mac Millan India Limited, Bangalore, 1999, pp. 93-112

2.1 - Les guerres indo-pakistanaises. La principale pomme de discorde entre les deux Etats voisins repose sur la question du Cachemire. Le Cachemire est divisé en deux ; le nord (appelé 'Azad Kashmir', ou Cachemire libre, par les Pakistanais) est contrôlé par le Pakistan et le sud (Jammu-et-Cachemire) par l'Inde, chacun bénéficiant les premières années d'une certaine autonomie⁷. La question du Cachemire témoigne de deux approches différentes de la nation par les deux Etats voisins. Le Pakistan considère que le Cachemire étant à majorité musulmane, il doit lui être automatiquement rattaché : après tout, avance le Pakistan, l'Inde a fait usage de la force en septembre 1947 pour que lui revienne l'Etat princier du Junagadh à majorité hindoue. L'Inde, elle, argue du fait que le Cachemire a été rattaché légalement à l'Inde et, surtout, qu'en tant qu'Etat laïque, elle ne saurait admettre qu'une partie de son territoire soit revendiquée par les Pakistanais uniquement sur la base de l'appartenance religieuse de la majorité de ses habitants. Plus tard, lorsque se feront jour, en Inde, des mouvements séparatistes au Panjab, dans l'Assam, etc., naîtra alors aussi la crainte à New Delhi qu'en cédant sur le Cachemire, l'Inde coure le risque de voir d'autres de ses régions développer des velléités d'autonomie, voire d'indépendance. En tout état de cause, elle se dérobera à toute organisation d'un référendum au Cachemire, tel qu'il avait été prévu par une résolution de l'ONU. Il est également essentiel de conserver à l'esprit le caractère hautement stratégique du Cachemire, situé à la frontière non seulement entre le Pakistan et l'Inde mais partageant également une frontière avec la Chine, concurrente directe de l'Inde dans la région pour le statut de plus grande puissance.

En second lieu, le Cachemire est traversé par le haut bassin de l'Indus, indispensable pour le système d'irrigation du Pakistan. Il constitue donc une arme de pression potentielle pour l'Inde. Enfin, on peut ajouter que la question du Cachemire est progressivement devenue un enjeu d'identité nationale pour l'Inde et plus encore probablement pour le Pakistan : à chaque crise grave, elle refait surface comme si elle seule était susceptible de mobiliser et de rassembler la population derrière son gouvernement. Les relations entre les deux pays ne feront que s'envenimer par la suite lorsque l'Inde, inquiète face à ce qu'elle considère comme des tentations indépendantistes de la part des leaders cachemiris locaux (notamment Sheikh Abdullah) commence à partir de 1953 à rogner progressivement l'autonomie du Cachemire. En 1957, elle franchit un pas décisif en modifiant l'article 370 de la Constitution, qui accordait une plus grande autonomie au Cachemire : désormais, le territoire est pleinement intégré à l'Union indienne, avec un statut proche de celui des autres Etats indiens. Cette

⁷REYNOLDS Nathalie, *Le Cachemire*, 2005, Chapitre I, pp 11-13.

décision sera le prélude à la deuxième guerre indo-pakistanaise. Profitant du mouvement de réaction au Cachemire à la politique de l'Inde, l'armée pakistanaise pénètre au Cachemire en septembre 1965, provoquant ainsi la deuxième guerre avec le voisin indien. Mais le conflit ne dure pas : il prend fin quelque trois semaines plus tard, sur la pression de l'ONU. La guerre n'a rien changé et le statu quo est maintenu. A la conférence de Tachkent de 1966, qui réunit Indiens et Pakistanais avec la médiation soviétique, les gains territoriaux de l'Inde sont annulés mais aucun règlement du conflit n'est esquissé. Le Pakistan continue de réclamer un plébiscite au Cachemire tandis que l'Inde campe sur ses positions : pour elle, le Cachemire est un Etat indien à part entière.

Une troisième guerre oppose bientôt le Pakistan à l'Inde. Elle ne s'inscrit pas cette fois dans le cadre de la question du Cachemire, mais résulte du mouvement d'indépendance du Bangladesh. Face à la politique discriminatoire du Pakistan occidental, le Pakistan oriental montre des velléités d'indépendance. Invoquant le problème des réfugiés, l'Inde entre en guerre contre le Pakistan le 3 décembre 1971. Dès le 16 décembre, l'armée indienne s'empare de Dhaka, faisant ainsi subir aux troupes pakistanaïses une cuisante défaite. Mujibur Rahman est libéré et devient le premier chef de gouvernement du Bangladesh indépendant. L'Inde n'en profite cependant pas pour étendre la guerre vers l'ouest et tenter de s'emparer du Cachemire pakistanais. Les deux Etats signent en 1972 le Traité de Simla, qui reste à cette date une référence dans les relations indo-pakistanaïses, surtout du point de vue indien. L'Inde et le Pakistan s'engagent désormais « à régler leurs différends par des moyens pacifiques grâce à des négociations bilatérales ou par tout autre moyen pacifique convenu entre eux ». Il est également convenu que la ligne de cessez-le-feu de 1947 « devra être respectée par les deux pays sans préjudice pour la position de partie adverse. Aucune partie ne cherchera à l'altérer unilatéralement, quelles que soient leurs divergences et les interprétations légales ; Mais, du point de vue pakistanais, la question du Cachemire n'est toujours pas réglée, Islamabad continuant à maintenir la pression sur l'Inde pour que celle-ci organise un référendum. La mauvaise gestion par New Delhi de la vie politique au Cachemire - manipulations, fraudes électorales - et surtout les exactions de l'armée indienne stimulent, à partir des années 1990, les groupes cachemiris militants les plus violents, bientôt soutenus par des groupuscules islamistes appuyés par Islamabad.

2.2- Les Développements Récents

Après une période de plus grande stabilité, la question du Cachemire a été remise sur le devant de la scène internationale par la relance de l'insurrection de militants anti-indiens favorables au rattachement au Pakistan ou à l'indépendance. La nouveauté de ce mouvement de révolte est son caractère islamiste et terroriste, en effet, sous l'influence de la guerre d'Afghanistan vont se développer des mouvements « djihadistes » islamistes liés aux moudjahidin afghans et aux partis extrémistes musulmans pakistanais. Leur action va conduire l'Inde à durcir et à accroître sa présence militaire et policière au Cachemire au risque de provoquer une réaction de rejet de la population. Il semble, par ailleurs, avéré que d'importantes violations des droits humanitaires à l'encontre des populations aient été le fait des troupes régulières ou paramilitaires indiennes.

La tension entre l'Inde et le Pakistan connaît une nouvelle apogée lors du conflit de Kargil en 1999⁸, à un moment où l'Inde comme le Pakistan ont rejoint depuis un an le cercle des puissances disposant de l'arme nucléaire, un facteur aggravant dans la tension qui oppose les deux Etats voisins s'infiltrant en territoire indien au printemps 1999, profitant de la fonte des neiges, et occupent la région stratégique de Kargil sur les sommets de l'Himalaya : le Pakistan espère de la sorte internationaliser la question du Cachemire. Mais c'est l'Inde qui sort victorieuse du conflit, sinon sur le plan militaire (sa réaction tardive lui fait initialement perdre beaucoup d'hommes), du moins sur le plan diplomatique : la retenue dont elle fait preuve lui attire le soutien des grandes puissances. En juillet 2001, New Delhi et Islamabad font une nouvelle tentative de rapprochement, lors du sommet d'Agra en Inde, mais la rencontre se solde par un échec, les négociations achoppant à nouveau sur la question du Cachemire. La tension entre les deux pays reste vive à ce jour. Elle a surtout été ravivée dans les suites du 11 septembre, à la toute fin 2001, avec un regain de tension lié à des attentats islamistes contre le Parlement indien. Les développements post 11 septembre, le retournement de la politique afghane du Pakistan, l'intervention américaine contre les Taliban et Al Qaida, puis la doctrine américaine de guerre préventive, plus tard appliquée à l'Irak, aiguissent le dilemme indien. La multiplication des actions terroristes et surtout l'attaque menée contre le parlement indien, à New Delhi, le 13 décembre 2001, poussent l'Inde dans la voie de la « diplomatie coercitive », appuyée par une mobilisation massive des forces armées, au-delà du seul Cachemire, tout au long de la frontière pakistanaise. Mobilisant 600.000 hommes et

⁸ REYNOLDS Nathalie, *Le Cachemire* ; 2005 , p 246.

3.000 tanks pendant dix mois, l'opération « Parakram » s'achève sans conflit ouvert en octobre 2002, après qu'une phase fort tendue a été désamorcée par les pressions internationales quatre mois plus tôt⁹.

3. LES RELATIONS ENTRE L'INDE ET LA CHINE

La Chine et l'Inde, les deux plus grands pays d'Asie, ont un vaste territoire et une population énorme. En outre, elles sont des civilisations très anciennes qui ont contribué au développement et au progrès de l'humanité.

3.1 - Le Tibet dans les relations sino-indiennes

Le Tibet est situé sur les hauts plateaux himalayens séparant la Chine et l'Inde. Indépendant, il pourrait faire office d'état-tampon entre les deux géants asiatiques, or il est devenu, depuis 1950, un territoire chinois. Ainsi, malgré le Népal et le Bhoutan qui, écrasés entre ces deux géants asiatiques, s'efforcent d'être les plus impartiaux possibles, la Chine et l'Inde se font face dans l'Himalaya. Il est important de revenir sur les relations entre la Chine, l'Inde et le Tibet avant 1950 et d'analyser le rôle joué par l'Inde lors de la prise du Tibet par les troupes armées chinoises, pour bien appréhender la situation actuelle et les enjeux qui en découlent pour la paix dans la région.

3.2 - La nouvelle frontière sino-indienne : entre accords et désaccords.

L'Inde confrontée dès son indépendance en 1947 à des problèmes internes considérables, ne consacra pas une grande attention au Tibet. Environ pendant ce temps la Chine, devenue communiste en 1949, se retrouva libre pour mener une politique à sa guise. Peu après la révolution, la République Populaire de Chine commença à revendiquer sa suzeraineté sur le Tibet. L'armée populaire chinoise entra dans la partie orientale du Tibet extérieur et signa le 23 mai 1951¹⁰, un accord légitimant la main mise de Pékin mais non reconnu par le Dalaï-lama. La conquête du Tibet par la Chine se justifia avant tout par des considérations stratégiques. Le Tibet posait les questions aux conséquences et au contenu durables de la future direction politique de l'Inde indépendante. Dès le début, l'Inde se montra très conciliante à l'égard de la Chine à l'ONU, où elle contribua à l'ajournement des débats

⁹ RUCINE Jean-Luc, L'Imbroglie stratégique indo-pakistanaise, Le Débat Stratégique N° 70 – Novembre 2003. .

¹⁰SWAMY Subramaniam, India's China Perspective, 2001, Chapitre 3 pp 41-42.

sur le Tibet. L'accord des Panchshila, signé en 1954 aboutit à une reconnaissance implicite de l'appartenance du Tibet à la Chine, et même explicite comme l'indique l'expression « région tibétaine de Chine ». L'Inde abandonne de facto les droits sur les divers centres qu'elle avait hérités de la Grande-Bretagne.

La période 1954-1958 fut une phase curieuse : ce fut une affirmation mutuelle d'une « amitié indestructible » entre les deux pays. Cela fut symbolisé par le slogan « Hindi-Chini Bhai-Bhai » (Les indiens et les Chinois sont des frères). Nonobstant les divergences idéologiques et les différences connues sur les interprétations de la frontière commune, les relations restèrent harmonieuses entre les deux gouvernements avec l'accentuation d'une approche commune des relations internationales. Cependant, même durant cette période, sur la frontière et dans la mise en œuvre de l'accord du Tibet, il y avait déjà des difficultés. Le potentiel de la situation et l'illogisme de certaines positions commencèrent à s'affirmer, mais tout cela était néanmoins minimisé, supprimé ou écarté. Ce fut une période de trompe-l'œil, les « bonnes relations » furent le but officiel. La question du tracé des frontières ne fut pas abordé dans l'Accord, mais les autorités indiennes ne semblaient pas inquiètes, confiantes envers la déclaration faite par Zhou Enlai, ministre des affaires étrangères chinois, lors de la Conférence de Bandoeng en 1955 : « nous sommes désireux de préserver la situation actuelle en reconnaissant que ces portions de nos frontières sont indéfinies [...] En aucun cas nous ne modifierons [la frontière existante] ». Or peu à peu les accrochages entre troupes indiennes et chinoises se multiplièrent aux frontières, le premier ayant d'ailleurs eu lieu un an avant la Conférence de Bandoeng et les déclarations apaisantes de Zhou Enlai. La fuite en Inde du Dalaï Lama en 1959 accéléra les choses.

3.3 - Vers le conflit de 1962

1959 fut une année de contestation au Tibet. Les révoltes contre l'occupant chinois se multiplièrent à Lhassa, les habitants de la capitale marquant ainsi leur soutien à la guérilla menée par les guerriers Khampas contre les troupes chinoises dans l'Est du Tibet. C'est dans ce contexte explosif que le Dalaï Lama fuit pour l'Inde, la nuit du 16 mars 1959. Accueilli par Nehru dès son arrivée au pied des montagnes himalayennes en territoire indien, il se vit accorder l'asile politique, avec l'approbation de l'ensemble de la classe politique indienne et de l'opinion publique. Or cet accueil fait au Dalaï Lama ne fut pas du goût des chinois et les incidents frontaliers entre troupes indiennes et chinoises se multiplièrent alors, augmentant la tension entre les deux pays. En octobre 1959, neuf soldats indiens furent tués dans les

environs de « Kongka », et dix autres faits prisonniers par les chinois. Afin d'essayer de résoudre le conflit, Nehru invita le ministre des affaires étrangères chinois Zhou Enlai à New Delhi. Mais l'issue de ce sommet, le 25 avril 1960, n'apporta aucune proposition nouvelle. Une deuxième rencontre entre les deux ministres eu lieu entre juin et septembre 1960 à Pékin, mais sans plus de résultats. L'Inde et la Chine continuèrent donc d'amasser des soldats aux frontières, faisant du Tibet un des principaux lieux du conflit. Le 20 octobre 1962, ce sont les troupes chinoises qui lancèrent l'offensive sur les troupes indiennes et quatre jours plus tard, le gouvernement chinois proposa le repli des troupes indiennes et chinoises vingt kilomètres en deçà de la ligne McMahon. Cette proposition fut rejetée par les autorités indiennes et les combats continuèrent jusqu'au 22 novembre, date à laquelle Pékin proclama unilatéralement un cessez-le-feu sur la base des propositions du 24 octobre, ce qui signifiait que les troupes chinoises devaient se replier mais conservaient une avancée territoriale significative dans l'Aksai Chin. La Chine avait donc gagné, l'armée indienne s'étant montrée incapable de résister aux assauts de l'Armée Populaire de Libération et de comprendre les tenants de la diplomatie chinoise.

3.4 - Militarisation des frontières

Le conflit frontalier de 1962 entre l'Inde et la Chine eu des conséquences importantes sur le Tibet, entraînant une militarisation sans précédent de cette région de l'Himalaya. On peut considérer le Tibet comme le talon d'Achille de la Chine, et la forte présence militaire sur les hauts plateaux en est une preuve. Selon le gouvernement indien, le nombre de militaires chinois présents au Tibet seraient de 300 000, tandis que le gouvernement tibétain en exil avance un chiffre plus modeste de 180 000 hommes. Les autorités chinoises réfutent bien sûr ces chiffres, déclarant n'avoir au Tibet qu'un dispositif de 40 400 soldats. Mais une chose est sûre, c'est que ce dispositif militaire est tourné vers le sud, et notamment vers l'Inde, faisant du Tibet une marche militaire chinoise face à l'Asie du sud. Cependant, la présence massive de troupes chinoises à proximité de la frontière sino-indienne ne semble pas représenter une menace immédiate pour l'Inde, les deux pays ayant ces derniers temps multiplié les tentatives de dialogue.

3.5 - Le réchauffement des relations sino-indiennes

Depuis le conflit de 1962, les rencontres au sommet entre l'Inde et la Chine ont été très rares et souvent infructueuses. Cependant en juin 2003, une rencontre significative a eu

lieu entre le premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee et son homologue chinois Wen Jiabao. A l'issue de cette rencontre, un accord a été signé, le 23 juin, qui confirme le rapprochement des deux géants asiatiques. Dans cet accord, les deux pays ont convenu de la création d'une zone de passage entre leurs deux territoires dans le Sikkim, petit Etat dont l'annexion par l'Inde en 1975 n'avait jamais été reconnue par la Chine. Selon le journal Times of India, l'ouverture de cette zone est une reconnaissance implicite de la souveraineté de l'Inde sur le Sikkim.

La question tibétaine a également été abordée dans cet accord. Mais là les positions sont restées les mêmes. Bien qu'elle ait accueilli le gouvernement tibétain en exil, l'Inde a réaffirmé sa position traditionnelle qui veut que le Tibet soit effectivement considéré comme une région autonome de la Chine. Le quotidien de l'armée chinois, le Jiefangjun Bao, affirme que cet accord est « un coup d'arrêt aux activités des 'indépendantistes tibétains' », puisque « pour la première fois, l'Inde reconnaît que la région autonome du Tibet fait partie du territoire de la République populaire de Chine, et s'engage à ne pas autoriser les activités antichinoises des Tibétains en Inde ». La question est alors posée. Le gouvernement indien, dans son désir de se rapprocher de la Chine, ne risque-t-il pas d'abandonner le Dalaï Lama et les Tibétains ? Pour tenter de rassurer les sceptiques, le ministre des affaires étrangères indien, M. Yashwant Sinha, a affirmé que la position de l'Inde n'avait pas changé : « Ce que nous avons dit à propos du Tibet ne diffère pas de ce que nous avons dit dans le passé, et je ne pense pas qu'il soit question pour le moment que le Dalaï Lama quitte l'Inde ou qu'il lui soit demandé de partir ». Cependant, lorsque l'on sait que l'Inde et la Chine sont les deux pays les plus peuplés du monde, que le montant des échanges commerciaux entre eux s'est élevé à 4,9 milliards de dollars en 2002 et qu'il a augmenté de 70% pendant les cinq premiers mois de 2003, on peut rester songeur face à l'emploi de l'expression « pour le moment » par le ministre des affaires étrangères indien. En dépit des essais nucléaires par l'Inde en 1998, la question nucléaire n'a pas empêché des relations sino-indiennes, qui se sont traduit, dès l'année suivant les essais indiens, lors du conflit indo-pakistanaï de Kargil en 1999 par une attitude modérée et neutre de la Chine. C'est une différence fondamentale avec la position très anti-indienne qu'elle avait adoptée pendant les conflits indo-pakistanaï précédents.

3.6 - Les quatre raisons de l'inquiétude vis-à-vis de la Chine

- 3.6.1 Le sourire aux lèvres permanent de ses relations avec le Pakistan, le moral de la Chine reste toujours très haut. En fait, au Pakistan, la Chine dispose d'un couteau qu'elle n'a pas besoin d'exciter. Pourquoi abandonne-t-elle cette pratique enthousiaste, d'un instrument onéreux pour que l'Inde perde sa liberté. En effet, tout comme le terrorisme est un instrument à bas prix pour aider et encourager le Pakistan d'ensanglanter l'Inde, c'est tout aussi un moyen pour la Chine, d'affaiblir l'Inde dans le sous-continent.
- 3.6.2 Les activités proliférant chinoises, l'assistance chinoise au Pakistan dans la technologie des missiles, du nucléaire ont démontré l'inobservation des obligations internationales qu'elle a souscrite. Cela a conduit les Etats-Unis à prendre des sanctions à la fois contre la Chine et le Pakistan.
- 3.6.3 L'acquisition par la Chine d'une influence envahissante autour de l'Inde. Elle dispose un total accès aux bases militaire et navales au Myanmar. Elle entretient des relations privilégiées avec le Bangladesh. Les navires de guerre et les chars viennent de Chine. La Chine a assisté le Pakistan dans la construction du port de Gwadar dont le coût est évalué à 2 milliards de dollar US. L'intensification des relations entre la Chine et les pays de l'Asie de l'Est et du Sud, soulève des inquiétudes aux Etats-Unis.
- 3.6.4 La militarisation chinoise du Tibet qui est devenu la principale base militaire opérationnelle pour les forces de projection chinoises en Asie du Sud. Un important réseau de routes, des bases militaires ont été construits, tout comme les bases aériennes. La population civile a été totalement assujettie, quand elle n'a pas été décimée et remplacée par les « Hans ». Finalement, 2.400 000 kilomètres de voies ferrées ont été construites de Lanzhou en passant par Golmud à Lhassa. Commentant l'aspect sur la sécurité, comme le notait cet observateur : « La chemin de fer ouvrira pour l'Armée de libération Populaire, l'accès non jusqu'alors réalisé, aux possibilités conventionnelles, tactiques et stratégiques en Asie du Sud et au-delà. Il lui donne l'opportunité de menacer Taïwan. En encerclant l'Inde après avoir équipé le Pakistan et le Bangladesh, ayant transformé le Tibet en une base de théâtre mortel, la Chine joue la carte de l'amitié de façade comme il l'a fait exactement le Pakistan après qu'il eût armé frauduleusement les terroristes en Inde, tout en continuant de prôner le dialogue.

4. LES RELATIONS AMICALES SINO-PAKISTANAIS

Les relations entre la Chine et le Pakistan sont très stables avec une prédominance du volet défense, y compris dans les domaines nucléaire et des missiles, sans toutefois que cela débouche sur une véritable alliance militaire. Rien ne laissait penser au départ des relations aussi étroites car le Pakistan avait reconnu la Chine plus tardivement que l'Inde. Les relations sino-pakistanaïses se sont tissées au début de la décennie 1960 avec la signature d'accords. La Chine recevait une partie du Cachemire et le Pakistan légitimait l'occupation, de la partie occidentale du Cachemire, même si une renégociation éventuelle était prévue dans le cas d'une entente entre le Pakistan et l'Inde. Lors des conflits indo-pakistanaïses, les médias chinois condamnèrent clairement l'Inde en la qualifiant d'agresseur. De son côté, le Pakistan aida la Chine dans le domaine diplomatique en jouant un rôle d'intermédiaire pour faciliter le rapprochement sino-américain en juillet 1971, peu avant la signature, en août 1971, d'un traité indo-soviétique et, à la fin de la même année, le déclenchement de la guerre indo-pakistanaïse.

En réalité, la Chine ne s'est pas contentée de fournir des armes pendant les conflits et en périodes de paix. Elle a contribué de manière significative à la mise sur pied d'une industrie de défense pakistanaïse. Au moment de l'indépendance, le Pakistan possédait une industrie de défense rudimentaire. La Chine contribua à la mise sur pied d'une structure industrielle capable de produire des armes légères et des munitions plus tard des équipements lourds. Dans la décennie 1970, la Chine construisit d'importants complexes à l'ouest d'Islamabad. La région de Wah /Taxila est devenue le principal centre de production du Pakistan pour les équipements de défense. Des projets de fabrication d'avions en commun ont vu le jour. Les programmes conjoints actuels fonctionnent dans le cadre d'un accord conclu en 1990 et régulièrement mis à jour. Il en est ainsi pour la fabrication de chars. Aucun programme de construction de navires n'a été prévu. La coopération, parfaitement admise et donc connue, dans le domaine du nucléaire civil, notamment pour la construction de deux centrales à Chashma, put servir de camouflage à des programmes militaires. La Chine a fourni les systèmes de guidage pour les missiles pakistanaïses Hatf I et Hatf II. Elle aurait fourni aussi des missiles M 11, et ce malgré les démentis des deux pays. Une aide aurait également été

apportée pour la mise au point des missiles Shaheen et Ghauri¹¹. Par ailleurs, la Chine pourrait avoir facilité la coopération dans le domaine des missiles entre le Pakistan et la Corée du Nord.

Le Pakistan constitue un marché facile pour les armements chinois, en général peu sophistiqués. Dans les deux pays, l'armée joue un rôle majeur dans la sphère politique, ce qui facilite les négociations d'armement, bien que les régimes n'épousent pas la même idéologie. Les accords sont tenus secrets et connus plus tard. Pendant les guerres indo-pakistanaïses de 1965 et 1971, les menaces de faire intervenir ses forces armées, en posture opérationnelles sur les frontières avec l'Inde n'ont jamais été mises à exécution. Peut-être auraient-elles pénétré en territoire indien en 1971, s'il n'y avait pas eu d'accord indo-soviétique. En 1965, il n'y avait aucun accord de défense ou d'amitié entre l'Inde et l'Union soviétique mais la Chine n'est pas intervenue militairement autrement que par des redéploiements de troupes sur son territoire à proximité de l'Inde¹².

L'intérêt porté par la Chine au Pakistan s'explique de diverses façons. Si la plus évidente semble être la recherche d'un contrepoids supplémentaire face à l'Inde, nous ne pouvons négliger un autre facteur, interne cette fois à la Chine : la politique de Pékin face à la question musulmane. En effet, les autorités chinoises ont intérêt à jouer la carte du Pakistan, de façon à montrer des signes de bonne volonté face aux musulmans chinois. Ces derniers représentent une minorité substantielle, notamment dans la région administrative autonome du Xinjiang, à la frontière avec le Pakistan et les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. De plus, le Pakistan est le lieu de passage obligé pour les pèlerins chinois se rendant à la Mecque ; les autorités chinoises profitent alors de leurs relations amicales avec Islamabad pour gérer la question des visas. La Chine déplore la présence au Pakistan d'organisations militantes extrémistes, susceptibles d'agir au Xinjiang. C'est sans doute ce qui explique l'attitude plus équilibrée adoptée par Pékin à l'égard du Pakistan et de l'Inde, attitude en définitive plus conforme à une future puissance mondiale.

¹¹ORPHELIN Catherine Bouchet et LAMBALLE Alain, *Monde Chinois* No 5 – été – Automne 2005, Les relations de la Chine avec l'Asie du Sud, , p 61.

¹²ORPHELIN Catherine Bouchet et LAMBALLE Alain, *Monde Chinois* No 5 – été – Automne 2005, Les relations de la Chine avec l'Asie du Sud, p 63.

DEUXIEME PARTIE

5. L'ARME NUCLEAIRE

L'engagement de l'Inde et du Pakistan dans des programmes d'armement nucléaire s'explique par une relation de concurrence : l'Inde avec la Chine et le Pakistan avec l'Inde. Pour l'Inde, la rivalité avec le Pakistan est une motivation beaucoup moins importante que sa rivalité avec la Chine. C'est donc dans ce cadre que l'Inde a décidé de se doter de l'arme nucléaire, celle-ci pouvant en outre, lui procurer un avantage supplémentaire vis-à-vis du Pakistan. Celui-ci s'est doté de l'arme nucléaire, essentiellement pour maintenir la parité avec l'Inde. Le triangle de trois pays est aujourd'hui devenu un triangle nucléaire. Ce qui ne fait d'ailleurs peur à aucun des protagonistes, l'un des derniers chefs d'Etat-major indien n'hésitait pas à déclarer : « l'Inde devrait être capable d'encaisser une première frappe. Ensuite, il faudrait répliquer en frappant 5 villes pakistanaises ou 10 villes chinoises. Il faudrait utiliser des charges de 20 kilotonnes détonnées à faible altitude¹³ ».

5.1 - Les essais de 1998 et les réactions internationales

En mai 1998, l'Inde a décidé d'effectuer une série de cinq essais nucléaires et ainsi d'officialiser sa qualité de pays nucléaire. Le Pakistan, également « pays du seuil » à l'époque, a répondu à l'Inde par six essais, correspondant aux essais indiens de mai 1998 et à celui de 1974, dans un objectif de stricte parité. Le Pakistan a ainsi donné un signal politique fort : son refus de se laisser intimider par la puissance indienne, sa capacité de dissuasion et de résistance à communauté internationale dans sa grande majorité a réagi très vivement à ces deux séries d'essais et a pris des mesures de rétorsion. A l'exemple des Etats-Unis et du Japon, des sanctions économiques ont été adoptées comme l'arrêt de l'aide internationale. La Chine s'est refusé à sanctionner ces deux pays. De la même manière, la France s'est refusée à les condamner, prenant acte à regret de leur choix, mais prenant acte également de leurs volontés respectives et de leurs situations réciproques. La position de la France à ce moment décisif a été très importante dans la relation bilatérale avec ces deux pays. En Inde notamment, la France a pu acquérir une position et développer de réels liens de confiance.

¹³ EMERSON Tony. Asia's ground zero ,Le Défi Chinois, p 401, Serge BESANGER, Ed Alban, 1996

5.2 - Les conséquences sur les relations indo-pakistanaises

Depuis 1998, les observateurs s'interrogent pour savoir si les mécanismes de la « guerre froide » vont jouer entre l'Inde et le Pakistan comme entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Un premier indice a été apporté par la « crise de Kargil ». Les deux pays se sont affrontés, mais pas de manière frontale et vraisemblablement avec la volonté d'éviter l'escalade. Le Pakistan avait décidé d'agir à travers les militants cachemiris et l'Inde s'est efforcée de ne répliquer que contre ces militants tout en engageant des moyens importants. L'intervention rapide des Etats-Unis comme médiateur a en outre permis d'éviter tout dérapage. Cependant, la situation reste extrêmement préoccupante. En effet, le déséquilibre des forces conventionnelles entre l'Inde et le Pakistan est un facteur d'instabilité. A la supériorité conventionnelle de l'Inde s'ajoute la position vulnérable du Pakistan. Il ne dispose pas de « profondeur stratégique », les zones vitales du Pakistan (Karachi, Islamabad, Lahore) étant proches de la frontière. La géographie du pays laisse par ailleurs penser qu'une offensive indienne dans le désert du Rajasthan pourrait conduire à couper le pays en deux. Cette situation pourrait conduire le Pakistan à être rapidement acculé à utiliser l'arme nucléaire contre l'Inde, ses intérêts vitaux ou la survie même du pays étant en jeu. De plus, la relative supériorité indienne dans les domaines balistique et nucléaire, l'Inde disposant vraisemblablement d'un plus grand nombre d'armes et de vecteurs, pourrait l'inciter à opérer une frappe préventive sur l'arsenal pakistanais pour éviter toute riposte nucléaire à une attaque conventionnelle. Au niveau nucléaire, le Pakistan peut aussi être conduit à sur-réagir, en anticipant, à tort ou à raison, une attaque contre son arsenal nucléaire. N'ayant pas ou peu de capacité de seconde frappe, il pourrait décider d'utiliser l'arme nucléaire pour dissuader l'adversaire, avant que ce moyen ne soit détruit. En dehors d'un conflit d'une grande gravité entre les deux pays, restent les problèmes de contrôle des arsenaux nucléaires et des mesures de sécurité entre les deux pays pour éviter toute erreur en cas de tir accidentel. Les craintes les plus importantes sont liées à la situation interne du Pakistan.

6. SITUATION ACTUEL ET AVENIR

6.1 - Inde-Chine. Depuis la fin de la guerre froide, les deux nations ont renoué le dialogue et développé les relations commerciales. Reste que les relations entre les deux géants

ont profondément évolué. Non-seulement les discussions se sont engagées sur les questions de frontière, mais ce début de négociation s'est inscrit dans un accord-cadre plus vaste de « partenariat stratégique », signé le 11 avril 2005¹⁴. La Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés du monde et les deux économies qui se développent le plus rapidement, ont énormément amélioré leurs relations au cours de ces dernières années. Egalement, l'Inde avec une culture ancienne, qui a su demeurer vivante ; un sentiment national développé dans la lutte pour l'indépendance et qui se conjugue avec une extraordinaire vitalité. D'importants traits communs : Des populations jeunes et entreprenantes et la promesse, à échéance de deux ou trois décennies, d'une maîtrise de la démographie, que personne n'anticipait. Des classes moyennes bientôt aussi importantes qu'en le monde entier, une passion partagée pour internet et la volonté de participer à la révolution numérique. De part et d'autre, un énorme potentiel, sans équivalent ailleurs dans le monde ; des problèmes massifs, par exemple à propos de la conjugaison entre développement et préservation des équilibres naturels ; et toute l'imprévisibilité de sociétés qui se sont mises en mouvement.

En signant un partenariat pour la paix et la prospérité, l'Inde et la Chine ont jeté les bases d'une nouvelle relation qui a la capacité de bouleverser l'ordre mondial. Les relations sino-indiennes sont « au cœur de l'actualité », a indiqué le Premier ministre chinois Wen Jiabao dans une récente interview accordée à l'agence Presse Trust of Inde. Les relations économiques et commerciales se sont développées rapidement et les domaines de coopération se sont élargis, a indiqué Wen Jiabao, ajoutant qu'il existait un énorme potentiel dans ces relations. Les relations sino-indiennes suivent la voie d'un développement durable, sain et mature et sont entrées dans une nouvelle ère de coopération dans tous les domaines, a précisé Wen Jiabao. Les affaires internationales et la Chine et l'Inde sont confiants dans l'avenir de leurs relations. "La prospérité de la Chine et de l'Inde représente non seulement la croissance de toute l'Asie, mais aussi les progrès des pays en voie de développement", a noté Wen Jiabao, décrivant les deux pays comme des amis sincères et non des rivaux. "Le développement commun et l'amitié entre la Chine et l'Inde répondent aux intérêts des deux peuples", a fait remarquer le Premier ministre.

Lors d'un voyage en Inde, le Premier ministre chinois a réaffirmé la complémentarité qui existe entre les deux pays. Selon lui, cette complémentarité en termes de nouvelles technologies pourrait bien instaurer un « siècle asiatique ». Ce qui pourrait par la même occasion être très dangereux « pour les pays concurrents », a-t-il précisé. Les deux pays, qui

¹⁴ [Le Monde diplomatique, Une histoire sino-indienne mouvementée, août 2005, p 8](#)

se considèrent l'un l'autre comme partenaire de coopération important, continuent à renforcer leur confiance politique mutuelle, à s'en tenir aux Cinq Principes de Coexistence Pacifique et à résoudre, de manière équitable et responsable, le problème "hérité de l'histoire" par des consultations équitables, a souligné le Premier ministre chinois. Par ailleurs, a poursuivi Wen, la coopération entre les deux pays a encore progressé dans les domaines du commerce, de la culture, de la technologie, de l'éducation et du tourisme.

Le commerce bilatéral a représenté 13,6 milliards de dollars en 2004, 13 fois plus que le volume enregistré il y a 10 ans. L'Inde est le premier partenaire commercial de la Chine en Asie du sud, alors que la Chine est devenue le second marché d'exportation et le troisième marché d'importation de l'Inde. L'année dernière les échanges commerciaux entre la Chine et l'Inde ont dépassé les treize milliards de dollars, c'est un bond de 80% par rapport à l'année précédente. D'ici 2010, ils espèrent dépasser les vingt milliards. En quelques années, le commerce entre les deux pays a ainsi été multiplié par cinq¹⁵.

L'établissement d'une zone de libre-échange entre les deux pays a été proposé par la Chine, mais effraie encore les industriels indiens. En attendant, New Delhi et Pékin ont mis sur pied un groupe de travail conjoint pour étudier la faisabilité et les bénéfices d'un arrangement commercial. Alors que leurs besoins énergétiques ne cessent d'augmenter, les deux pays ont décidé de coopérer pour des explorations de pétrole et de gaz naturel dans des pays tiers. Pour poursuivre cette coopération prometteuse, les deux pays ont décidé de lever l'obstacle du contentieux frontalier qui les oppose le long de l'Himalaya depuis la guerre de 1962. Ils ont signé un accord fixant les « grands principes » pour un règlement « définitif » de ce problème. « Les deux pays ont réaffirmé leur engagement à chercher une solution juste, raisonnable et mutuellement acceptable à travers des échanges amicaux dans l'intérêt général de leurs relations », affirme la déclaration commune. Il est souligné que les représentants spéciaux déjà désignés pour résoudre le conflit continueront de tracer la LAC (line of actual control) qui sert de frontière entre les deux pays. Dans le même ordre d'idée, la déclaration souligne que « l'Inde a réaffirmé qu'elle reconnaît la région autonome du Tibet comme faisant partie du territoire de la Chine et qu'elle ne permettrait pas aux Tibétains plusieurs milliers d'entre eux, dont le dalaï-lama, sont réfugiés en Inde, de se livrer à des activités antichinoises ». De son côté, la Chine a reconnu l'annexion de l'Etat du Sikkim par l'Inde en 1975. Une nouvelle carte que les Chinois ont publiée montre le Sikkim comme partie de

¹⁵ JAFFRELOT Christophe, *L'Inde dans les relations internationales après le 11 septembre*, Actualités.

l'Inde¹⁶. La Chine est cependant restée ambiguë sur la volonté de l'Inde d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. La déclaration affirme seulement que « la Chine attache une grande importance au statut de l'Inde sur la scène internationale et comprend et soutient les aspirations de l'Inde à jouer un rôle actif aux Nations unies et dans les affaires internationales »¹⁷.

La visite du premier ministre chinois marque une nouvelle étape pour les deux pays, mais la méfiance réciproque n'a pas disparu. La semaine précédente, le ministre indien de la défense déclarait devant les principaux chefs militaires : « Nous devons garder un œil sur les infrastructures chinoises au Tibet, le programme de modernisation technologique et militaire, ainsi que la croissance de la marine ». L'Inde sait que la Chine, après avoir développé le port de Gwadar sur la côte pakistanaise, reste le principal allié d'Islamabad¹⁸. La stratégie de l'Inde au XXI^e siècle devrait trouver ses limites dès l'instant où elle empiétera sur les intérêts de Pékin. Si la Chine peut trouver avantage au développement économique de son voisin, à sa critique de l'unilatéralisme américain et à son discours multipolaire, elle n'ira pas jusqu'à compromettre ses propos enjeux stratégiques pour satisfaire New Delhi. « En termes géopolitiques, la convergence pluri décennale d'intérêts stratégiques entre la Chine et le Pakistan se concentre sur l'Inde, la Chine tirant avantage de la présence d'un ennemi en Asie de l'ouest et d'un possible accès à la mer d'Arabie, par le biais de grands axes transhimalayen¹⁹. Pékin regarde attentivement l'évolution des relations entre New Delhi et Washington. « Nous n'avons rien contre les liens grandissant entre l'Inde et les Etats-Unis, mais ceux-ci devraient pas être dirigés contre un pays tiers » disait récemment, dans un entretien au journal de Calcutta, L'ambassadeur de Chine en Inde. Des relations pacifiées s'instaurant, qui n'excluent cependant pas la compétition, sur le plan économique tout autant que diplomatique. New Delhi sait jouer de ses liens devenus plus étroits avec Washington, qui a même proposé, le 19 juillet 2005, de lever ce qu'il restait des sanctions décidées en 1998 contre l'Inde et d'instaurer une coopération dans le nucléaire civil. Une « nouvelle amitié » indo-américaine qui inquiète Pékin. Courtisée de toute part, l'Inde a tout gagner d'un partenariat équilibré avec les États-Unis d'un côté et la Chine de l'autre.

¹⁶ CHIPAUX François, La Chine et l'Inde oublient leur différend frontalier pour miser leurs économies, *Le Monde*, édition du 13.04.05

¹⁷ CHIPAUX François, La Chine et l'Inde oublient leur différend frontalier pour miser leurs économies, *Le Monde*, édition du 13.04.05.

¹⁸ KAK Kapil, Pakistan, *A Geopolitical Appraisal, Strategic Analysis*, vol XXII, No 8, novembre 1998.

¹⁹ KAK Kapil, Pakistan, *A Geopolitical Appraisal, Strategic Analysis*, vol XXII, No 8, novembre 1998.

« Les intérêts communs de la Chine et de l'Inde sont plus importants que leurs divergences, et que la coopération entre les deux pays est plus importante que leur compétition ». Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a fait ces remarques lors d'une rencontre avec son homologue indien Manmohan Singh en marge du premier sommet de l'Asie de l'Est à Kuala Lumpur le 14 décembre 2005. La Chine et l'Inde sont non seulement pays voisins, mais aussi deux importants pays en développement, a indiqué M. Wen. Le renforcement de la coopération entre la Chine et l'Inde est non seulement bénéfique pour les 2,3 milliards d'habitants des deux pays, mais est également favorable à la paix, à la stabilité et au développement de l'Asie et du monde entier, a-t-il souligné. Des progrès considérables ont été réalisés dans les relations sino-indiennes, relations que les deux parties doivent apprécier et traiter d'une perspective stratégique et à long terme, a ajouté M. Wen. Désormais, la Chine et l'Inde doivent accomplir deux tâches importantes. Premièrement, mettre en œuvre le consensus réalisé par les dirigeants des deux pays, élargir la coopération notamment dans les domaines de commerce, d'investissement, et de technologie. Deuxièmement, bien organiser les nombreuses activités dans le cadre de l'Année d'amitié Chine-Inde en 2006 en vue de renforcer la compréhension et l'amitié mutuelles, a poursuivi M. Wen. Pour sa part, M. Singh a indiqué que l'Inde et la Chine doivent consolider leur coopération, notamment dans les domaines d'économie, de commerce, de science et de technologie.

6.2 - Inde-Pakistan Heureusement, l'Inde et le Pakistan se sont éloignés du bord de la guerre et de l'holocauste nucléaire. Mais le danger est toujours présent et les deux camps restent à la merci d'événements qu'ils ne contrôlent pas complètement. Au Pakistan, des éléments fondamentalistes enclins à l'usage de la violence vis-à-vis de l'Inde, auxquels correspondent des groupes de droite similaires en Inde, cherchant tous deux à provoquer la guerre, tiennent entre leurs mains l'avenir de cette région du monde. Cela continuera d'être le cas, tant que les deux gouvernements ne mettront pas en place des mesures pour apaiser la confrontation actuelle et revenir à un dialogue. Les objectifs suivants sont interdépendants et doivent être atteints :

- Arrêter l'infiltration permanente du Pakistan vers la partie indienne du Jammu et du Cachemire;
- Mettre fin à toutes les formes de violation des droits de l'homme aussi bien par les extrémistes que par les forces de sécurité;

- Résoudre la question du Cachemire de manière pacifique, en gardant à l'esprit l'héritage de la Partition et les réalités actuelles sur le terrain : l'existence de la Ligne de Contrôle tenant lieu de frontière virtuelle depuis l'accord de Simla en 1972;
- Identifier un processus permettant d'établir ce que souhaitent les populations du Jammu et du Cachemire pour leur avenir;
- Désamorcer les tensions nucléaires et éliminer le risque de guerre nucléaire, et
- Ouvrir les deux pays à des mouvements de population et des rapports commerciaux normaux, et créer un climat social et politique de nature à promouvoir de bonnes relations entre les peuples de l'Inde et du Pakistan ainsi qu'en Asie du Sud.

Les éléments suivants pourraient ouvrir la voie à la résolution de ces conflits qui couvent depuis longtemps, tout en gardant à l'esprit l'historique des divers accords signés ou presque signés par l'Inde et le Pakistan, mais qu'ils n'ont pas réussi à mettre en application jusqu'ici. Cette approche intègre également la nouvelle réalité qui domine l'Asie du Sud : l'acquisition d'arsenaux nucléaires par l'Inde et le Pakistan signifie que les menaces de guerre conventionnelle et nucléaire sont maintenant inextricablement liées. Si les dirigeants indiens et pakistanais veulent la paix, qui est plus qu'une absence de guerre, il est nécessaire, pour une paix durable, de résoudre les problèmes des relations entre les peuples et dans les communautés à l'intérieur de ces pays, avec équité, tolérance et amitié.

Le Pakistan s'est engagé à mettre fin de façon permanente aux infiltrations au Cachemire. Ceci nécessitera une surveillance. L'Inde a proposé une surveillance militaire conjointe de la frontière. Ceci n'a pas été accepté par le Pakistan. La complexité de la situation est d'autant plus compliquée par "l'allergie" de l'Inde vis-à-vis de toute interférence d'une grande puissance ou d'une tierce partie dans la question du Cachemire. Toutefois, les Etats-Unis et d'autres jouent déjà un rôle important dans la communication entre les dirigeants des deux pays. Les deux pays doivent réaffirmer leur engagement à négocier pacifiquement toutes les questions en souffrance et à ne pas recourir à la guerre, par camps interposés ou autrement. Cette approche devrait répondre de manière satisfaisante aux préoccupations des deux pays. Ceci signifie, tout d'abord, un cessez-le-feu le long de la LC. Le Pakistan devrait accepter la politique de non-utilisation en premier des armes nucléaires, une politique déjà adoptée par l'Inde. C'est l'équivalent d'un cessez-le-feu nucléaire. L'Inde et le Pakistan devraient tirer profit de leurs meilleures traditions pour non seulement éviter la guerre mais pour établir entre eux une paix réelle. Ils pourraient de manière vérifiable mettre hors d'état d'alerte leurs armes nucléaires avec une surveillance bilatérale ou de la SAARC et, dans ce contexte, inviter tous

les autres pays nucléaires à faire de même. Tous les deux ils adopteraient un rôle de leadership pour la cause du désarmement nucléaire mondial.

Dans un atelier qui s'est achevé récemment, « Initiative pour la Paix - Objectif Cachemire » au United World College à Singapour, 40 jeunes Indiens et Pakistanais se sont rencontrés pendant une semaine, et se sont mis d'accord sur une déclaration d'entente encourageante : On peut lire dans le paragraphe final de la déclaration : « Nous avons la certitude que nous pouvons faire de cette génération et de celles à venir, les meilleures de toute l'histoire de l'humanité ou les pires. Le choix dépend entièrement de nous ; nous avons fait le choix d'un monde meilleur et pacifique ».

L'accord entre le Président pakistanais, Pervez Moucharraf et le nouveau Premier ministre indien, Manmohan Singh, en faveur d'une poursuite des discussions sur tous les contentieux, dont le Cachemire, est source d'optimisme et d'apaisement des tensions en Asie du Sud. Mettre fin à des décennies de conflit exige cependant davantage de la part des deux protagonistes pour traiter les griefs, gérer l'héritage d'un demi-siècle et renoncer à la tentation de vouloir tout régler à la fois. Ils doivent encourager toute forme de contact bilatéral et améliorer la vie des Cachemiris, qui ont enduré le pire du conflit. Le dialogue devra être étendu au-delà des cercles du pouvoir pour offrir à la paix une véritable assise populaire. Cinq formats de dialogue sont nécessaires pour avancer vers une paix durable :-

Dialogue sur la normalisation des relations. Déjà amorcé, il devra cependant s'intéresser aux voies permettant de réduire les risques de conflit et développer des mesures pour rétablir la confiance. Les précédentes ont généralement échoué et auraient besoin d'être revitalisées tandis que de nouveaux liens susceptibles de réduire les risques de conflit devraient être établis. Un tissu plus large de contacts économiques, sociaux, sportifs et de diplomatie parallèle ("Track II") devrait être mis en place.

Dialogue avec le Cachemire. Les relations entre le gouvernement fédéral à New Delhi et les autorités à Srinagar se sont certes améliorées mais il conviendrait de faire plus. Il faut une relance du débat sur l'article 370 de la constitution qui accordait au Cachemire un haut degré d'autonomie, il faut un engagement en faveur d'un cessez-le-feu et une volonté de suivi à l'aide de politiques destinées à améliorer la sécurité, les Droits de l'Homme et la richesse économique dans la province. Les rapports du Pakistan avec Muzaffarabad et la zone du Cachemire sous son contrôle devront également être réévalués: le Pakistan devrait y autoriser des élections libres et y restreindre le rôle des forces de sécurité. Il devrait aussi aborder la question des changements constitutionnels et juridiques qui mettent à mal la gestion de la région.

Dialogue au sein de chaque pays. Tant l'Inde que le Pakistan doit faire davantage pour ouvrir la discussion chez eux sur la normalisation et le Cachemire. Les débats parlementaires devraient être maintenus au-delà des périodes de crise, et les deux gouvernements devraient énoncer clairement les dividendes économiques et sociaux de la paix. L'Inde devra reconnaître l'utilité d'un plus grand rôle international en favorisant la paix et des progrès dans les conditions de vie au Cachemire. Le Pakistan devra finir par tenir ses promesses répétées et cesser de soutenir les extrémistes recourant à la violence au Cachemire et stopper les infiltrations par delà la Ligne de Contrôle.

Dialogue au Cachemire. La société cachemirienne est aujourd'hui très divisée. Il s'agit d'intensifier les efforts afin de raccommoder les trois groupes religieux (musulman, hindou et bouddhiste), de réduire l'écart entre les zones rurales et urbaines, et de traiter la question des personnes déplacées.

Dialogue de part et d'autre de la Ligne de Contrôle. Le réchauffement des relations entre l'Inde et le Pakistan conduira éventuellement à de meilleurs contacts entre les Cachemiris situés de part et d'autre de la Ligne de Contrôle. Les deux protagonistes devraient autoriser l'établissement d'une matrice de contacts plus large et s'abstenir d'entreprendre quoique ce soit qui puisse nuire à un futur dialogue.

La tentative de processus en cours aujourd'hui n'est pas à l'abri de faux-pas qui pourraient la faire dérailler. L'Inde et le Pakistan doivent convenir que le dialogue n'aboutira que s'il est graduel, soutenu et conduit pour l'essentiel hors du regard des médias. Ils devraient résister à la tentation de précipiter les négociations sur les points litigieux et opter plutôt pour une normalisation progressive des relations. Des mesures supplémentaires et modestes pour rétablir la confiance, notamment rehausser les liens commerciaux, seraient de nature à renforcer les acteurs domestiques et à en inciter d'autres, ainsi qu'à générer un climat favorable à des négociations sur le Cachemire.

CONCLUSION

Depuis la deuxième guerre mondiale, l'Asie a été un théâtre d'affrontement important entre les deux superpuissances, en particulier pendant les guerres de Corée et du Vietnam.

Ces événements ont parfois occulté les nombreuses tensions et contentieux territoriaux entre les pays d'Asie. L'Inde a connu plusieurs guerres avec ses deux principaux voisins, le Pakistan et la Chine et la crainte d'un encerclement par des pays hostiles est toujours présente dans la conduite de la politique extérieure indienne, soucieuse d'assurer sa sécurité et l'intangibilité de ses frontières. C'est cet ensemble de raisons qui a conduit l'Inde à développer sa capacité militaire conventionnelle et nucléaire.

L'Inde est la clé de voûte de l'Asie du Sud, par ses dimensions physiques et humaines mais aussi par sa situation centrale qui lui fait partager des frontières terrestres avec quatre pays de la région, le Pakistan, le Bangladesh, le Népal et le Bhoutan mais aussi maritimes avec deux autres pays, le Sri Lanka et les Maldives. Le Tibet constitue le cordon ombilical des liens entre la Chine, l'Inde, le Népal et le Bhoutan mais pour le Pakistan qui lui est relié par le Xinjiang. L'Inde doit faire face à deux menaces, celle du Pakistan toujours probable mais tout à fait à sa mesure et celle de la Chine plus dangereuse mais moins probable. Le Pakistan n'a lui qu'un ennemi, l'Inde. Depuis le départ de l'armée rouge et la disparition de l'Union Soviétique, l'Afghanistan ne représente en effet plus de danger militaire. L'instabilité qu'il connaît peut toutefois se répercuter sur les provinces occidentales pakistanaïses, surtout la Province Frontière du Nord-Ouest. La clarté stratégique dans cette partie du monde est de règle. En Asie du Sud on sait qui est l'ennemi, ce qui ne veut pas dire que l'on connaît exactement ses desseins. Il reste toujours d'importantes marges d'incertitudes. La fracture essentielle entre l'Inde et le Pakistan, fondamentale, reste celle qui oppose hindous et musulmans. Elle épouse les frontières entre les nouveaux États, par exemple la frontière indopakistanaïse et traverse les nations en leur cœur, par exemple la société indienne (l'Inde comprend en effet environ 120 millions de musulmans, c'est à dire autant que la population du Bangladesh et presque autant que celle du Pakistan). Les deux principaux États d'Asie du Sud, l'Inde et le Pakistan, sont nés dans l'hostilité réciproque ; des provinces historiques comme le Panjab et le Bengale ont été coupées en deux. Il existe une autre fracture, celle qui sépare le monde indien du monde chinois. Avec la sinisation du Xinjiang et du Tibet, les deux mondes se sont retrouvés au contact direct l'un de l'autre, dans l'Himalaya.

La nouvelle politique chinoise en Asie du Sud est basée sur une attitude de neutralité qui s'affirme. L'incapacité du Pakistan à venir à bout des mouvements extrémistes islamistes, dont certains agissent u Xinjiang, irrite la Chine. Ces conflits intérieurs connaissent des ramifications internationales en Asie du Sud et parfois au delà. Certains États voisins cherchent à se déstabiliser mutuellement en utilisant les vulnérabilités internes ; les services de renseignements ne relâchent pas leurs activités. La guerre froide continue de sévir en Asie du Sud.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- REYNOLDS Nathalène, Le Cachemire : dans le conflit indo-pakistanaï, Paris ; L'Harmattan, 2005.
- JAFFRELOT Christophe, Inde : la démocratie par la caste, Fayard, Paris, 2005.
- LACOSTE Yves, L'Inde et la question nationale, Hérodote : revue de géographie et de géopolitique n° 71, octobre-décembre 1993.
- POUSE Michel, Inde, cinquante ans de mutations, Paris ; L'Harmattan, 1998.
- GUILLARD Oliver, Désarmement, coopération régionale et sécurité n Asie du Sud, Paris ; L'Harmattan, 1999.
- BERNARD Jean Alphonse, L'inde, le pouvoir et la puissance, Fayard, Paris, 1985.
- CORDONNIER Isabelle et TERTRAIS Bruno, L'Asie nucléaire, IFRI (Travaux et Recherches de l'IFRI), 2001.

OUVRAGES EN ANGLAIS

- COHEN Stephen P, Nuclear Proliferation in South Asia : The prospects for Arms Control ,West view Press,Boulder,1991.
- ANAND R P, South Asia: In Search of a Regional Identity, New Delhi, Banyan Publications, 1991.
- GUPTA Bhabani Sen, South Asian Perspectives: Seven Nations in Conflict and Cooperation, New Delhi, B.R Publications, 1988.
- Dhar P, India, Her Neighbours and Foreign Policy, New Delhi 1991.
- GOSWAMI B.N, Pakistan and China: A Study in their Relations, New Delhi 1971.
- AYOUB Mohammed, Regional Security in the Third World, Kent, Londres, 1986.
- GANGULY Summit, War in South Asia, Boulder, Westview Press, 1986.

- JAIN B.M, South Asian Security: Problems and Prospects, Radiant Publishers, New Delhi, 1985.
- AYOUB Mohammed, India, Pakistan and Bangladesh: Search for a new Relationship, New Delhi, Indian council of World Affairs, 1975.
- JAIN G.L, Panchasheela and after: Sino-Indian Relations in the context of Tibetan Insurrection, Londres, 1960.
- CHOPRA A.P, The Future of South Asia, New Delhi, Mac Millan, 1986.
- PRAKHAR Gulab Mishra, Indo-Pakistan Relations, New Delhi, Ashish Publishing House, 1988.
- CHOPRA V.D, Nuclear Pakistan and the Bomb, New Delhi, Patriot publishers, 1986.

ARTICLES DE REVUES N FRANCAIS

- CHIPAUX Françoise, « La Chine et l'Inde oublient leur différend frontalier pour miser leurs économies », Le Monde. Fr, 12 avril 2005.
- BRAUN Armand, « La Chine, l'Inde et nous », Prospective Stratégique, avril 2002.
- GERMOND Basil, « Chine-Inde-Pakistan : triangle stratégique en Asie du Sud », Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Genève, Avril 2001.
- BULARD Martine, « Une histoire sino-indienne mouvementée », Le Monde Diplomatique, août 2005.
- SOUBROUILLARD Régis, « Cachemire, le maillon faible ? », www.cyberscopie.info, décembre 2001.
- RACINE Jean-Luc, « L'imbroglie stratégique indo-pakistanaise », Le Débat Stratégique N° 70, novembre 2003.
- RACINE Jean-Luc, « Le Vieux et le Neuf Géopolitiques en Asie », www.reseau-asie.com, octobre 2002.
- SAKSENA Jyotsna, « L'Inde à la recherche d'alliés en Asie », Le Monde Diplomatique, juillet 1997, pp 18 et 19.
- REKACEWICZ Philippe, « Des régions disputées depuis 1947 entre le Pakistan, l'Inde et la Chine, Le Monde Diplomatique, janvier 2000.

- SAKSENA Jyotsna, « Une pomme de discorde avec le Pakistan », Le Monde Diplomatique, juillet 1997.
- BOUCHET-ORPHELIN Catherine et LAMBALLE Alain (général-CR), « Les relations de la Chine avec l'Asie du Sud », pp 53-69, Monde Chinois n°5 été- automne 2005

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- SINGH Swaran, « India-China Relations », World Focus, October 2003, pp 41-43.
- RAJAN D.S, « China defines its borders- lesson for India », Observer research Foundation, 2004.
- MALVIYA Gopalji, « India, Pakistan & China: Triangular Diplomacy », Observer Research Foundation, april 2005.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1-2
<u>I. Le vieux et le neuf géopolitiques en Asie</u>	3
<u>1. L'Inde : perception des menaces et doctrine de sécurité</u>	3
1.1 Cinq phases dans l'émergence de la puissance militaire indienne	4
1.1.1 1947- 1962	4
1.1.2 1962- 1971	4
1.1.3 1971-1979	4
1.1.4 1979-1989	5
1.1.5 1990- 2001	5
1.2 Dépenses liées à la défense	6
1.2.1 Inde-Chine	7
1.2.2 Inde-Pakistan	7
1.3 L'Inde : une puissance régionale	8
<u>2. L'Antagonisme Indo-pakistanaï</u>	10
2.1 Les guerres indo-pakistanaïses	11
2.2 Les développements récents	13
<u>3. Les relations entre L'Inde et la Chine</u>	14
3.1 Le Tibet dans les relations sino-indiennes	14
3.2 La nouvelle frontière sino-indienne : entre accord et désaccords	14
3.3 Vers le conflit de 1962	15
3.4 Militarisation des frontières	16
3.5 Le réchauffement des relations sino-indiennes	16
3.6 Les quatre raisons de l'inquiétude vis-à-vis de la chine	17
<u>4. Les relations amicales Sino-pakistanaï</u>	19

<u>II. Actuel et avenir</u>	21
<u>5. L'arme nucléaire</u>	21
5.1 Les essais de 1998 et les réactions internationales	21
5.2 Les conséquences sur les relations indo-pakistanaïses	22
<u>6. Situation actuel et avenir</u>	23
6.1 Inde-Chine	23
6.2 Inde-Pakistan	26
CONCLUSION	30